

Partie 4 : Le développement et perspectives d'évolution 1- Le développement

1-1 Notion de base

1-1-1 La croissance

1-1-1-1 Croissance et termes voisins

* **La croissance** : c'est l'augmentation soutenue, pendant une longue période, de la production d'un pays. Il s'agit d'une notion purement quantitative (croissance au sens strict). C'est un phénomène mesurable dans le temps et dans l'espace.

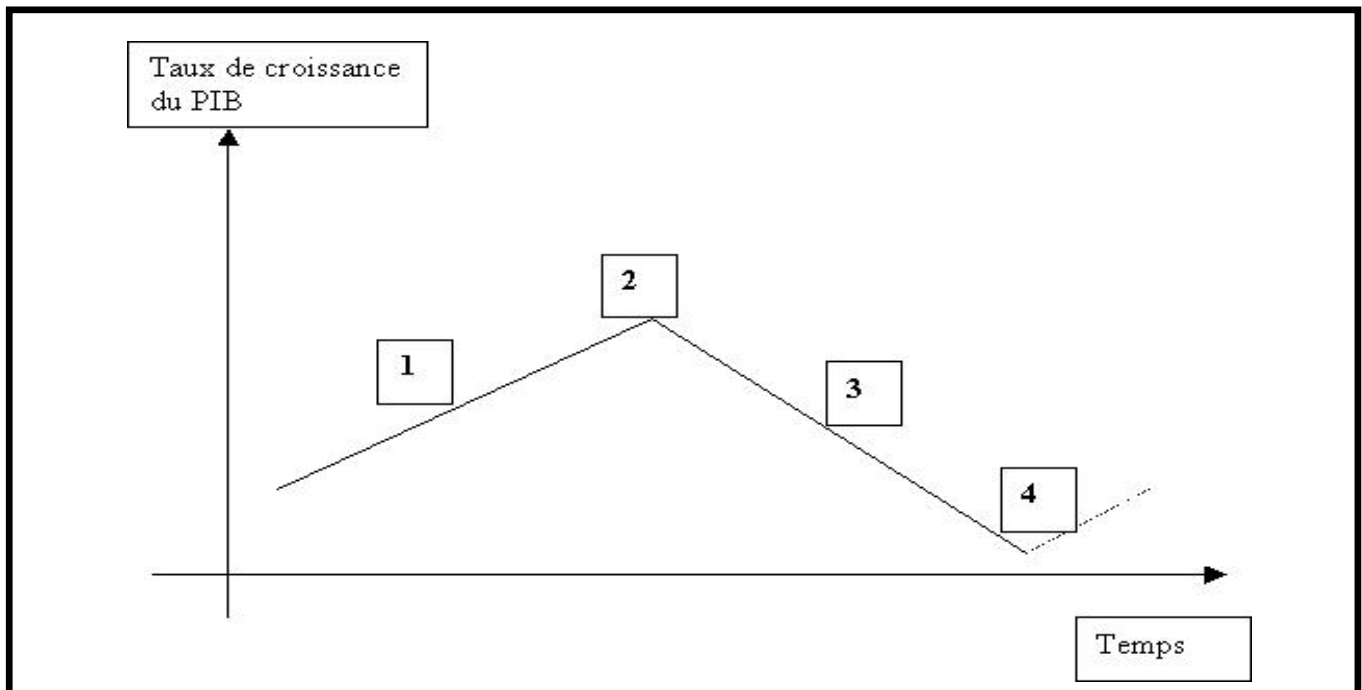
* **L'expansion** : Phénomène conjoncturel (court terme) caractérisé par une **hausse importante du PIB** et donc une hausse importante de l'activité économique. Le **taux de croissance est supérieur au taux de croissance observé sur une longue période**.

* **La récession** : Phénomène conjoncturel (court terme) caractérisé par une **faible hausse du PIB** et donc une faible hausse de l'activité économique. Le **taux de croissance est inférieur au taux de croissance observé sur une longue période**.

* **La dépression** : Phénomène à court terme caractérisé par une baisse du PIB et donc une baisse de l'activité économique. Le taux de croissance est négatif (certains pays européens en 2008-2009).

* **La crise** : elle désigne le moment bref de retournement de la conjoncture. Elle est représentée par le point de retournement qui marque le début de la phase de ralentissement de l'activité économique.

* **La reprise** : Elle désigne la phase du cycle économique qui se caractérise par un retour de l'économie à une phase d'expansion après une phase de récession. La reprise représente donc le point d'inflexion qui marque le retour d'une phase de croissance de l'activité économique soutenue.



1- Phase d'expansion 2- Crise (fin de période d'expansion) 3- Récession 4- Reprise

1-1-1-2 La mesure de la croissance

* **Le PIB** : c'est un indicateur de performance et un outil de comparaison très souvent utilisé par des économistes.

La croissance correspond au taux de croissance du PIB :

$$\text{Taux de croissance} = \frac{(\text{PIB } n) - (\text{PIB } n-1)}{\text{PIB } n-1} \times 100$$

1-1-1-3 Les facteurs de la croissance

Facteurs	Explication	Exemples
Travail	Sur le plan quantitatif, le facteur travail dépend de la démographie et du taux d'activité. D'un point de vue qualitatif, ce facteur, repose sur la formation, l'organisation du travail et la mobilité	Importance de l'encadrement, qualification des ouvriers et employés, formation professionnelle.
Capital	Le facteur capital repose sur les équipements existants, leur qualité et la propension de l'économie à les augmenter par des investissements.	Nombres d'usines, de bureaux. Intensité capitaliste.
Progrès technique	Il permet la modernisation des équipements et l'innovation.	Dépenses de recherche.
Conjoncture	La croissance repose sur une monnaie stable, une inflation maîtrisée, une épargne suffisante et une consommation soutenue.	Conditions économiques des « 30 glorieuses » forte consommation des années 80
Rôle de l'Etat	L'Etat soutient l'économie de plusieurs façons : subventions, infrastructures, aides à l'exportation,...	Développement des voies communications, aides aux PME/PMI.

1-1-1-4 Nature de la croissance :

* **Croissance extensive** : l'augmentation quantitative des facteurs de production (d'avantage de travailleurs et d'équipements conduisent à plus de croissance) ;

* **Croissance intensive** : l'augmentation de la production provient d'une utilisation plus efficace des facteurs de production existants (réalisation des gains de productivité).

1-1-2 Le développement

1-2-2-1 Notion de Développement

Le développement est l'ensemble des **transformations techniques, sociales et culturelles** qui permettent l'apparition et la prolongation de la croissance économique ainsi que l'élévation des niveaux de vie.

Ou encore **le développement** est l'ensemble des **changements** structurels au niveau économique, social, culturel et politique qui accompagnent et entretiennent la croissance économique.

1-2-2-2 Les indicateurs du développement

PIB

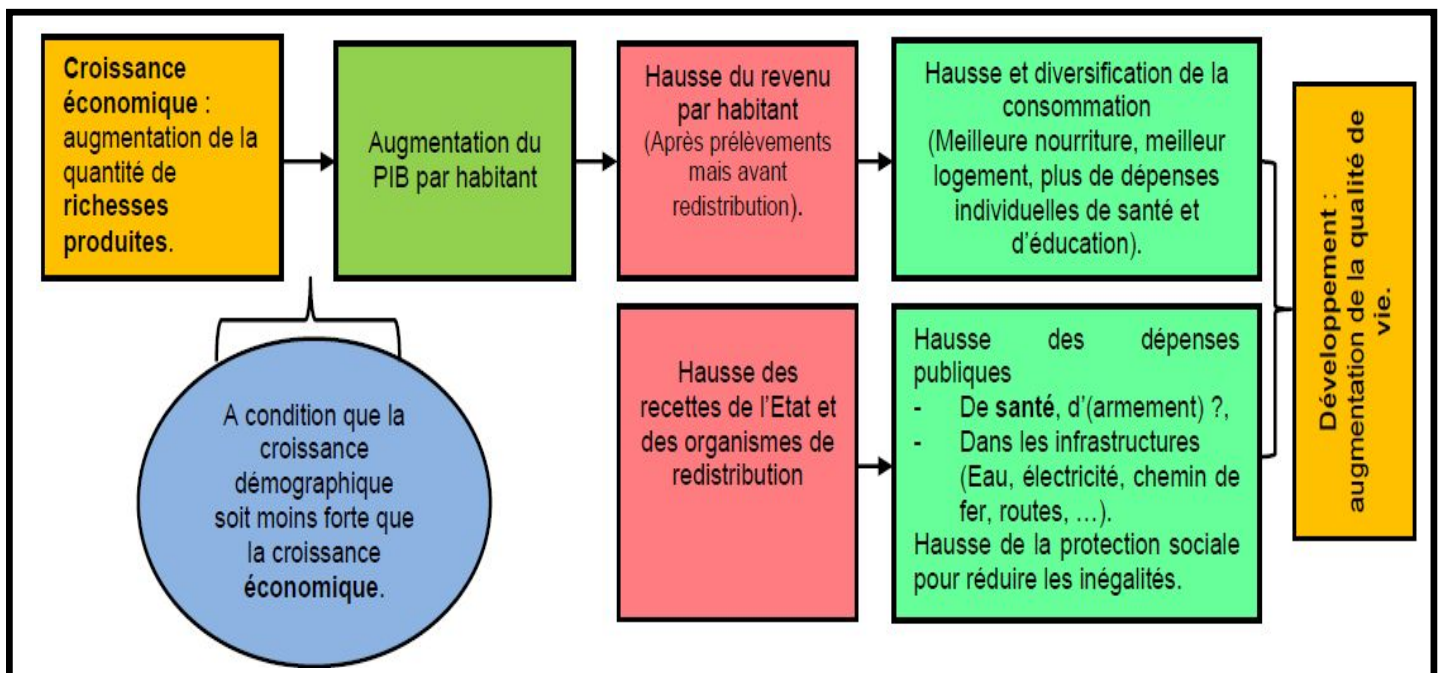
$$\bullet \text{ PIB par habitant} = \frac{\text{PIB}}{\text{Population totale}}$$

Le PIB/habitant ou produit intérieur brut par habitant (ou par tête) est la valeur du PIB divisée par le nombre d'habitants d'un pays. Il est plus efficace que le PIB pour mesurer le développement d'un pays, cependant, il n'est qu'une moyenne donc il ne permet pas de rendre compte des inégalités de revenu et de richesse au sein d'une population.

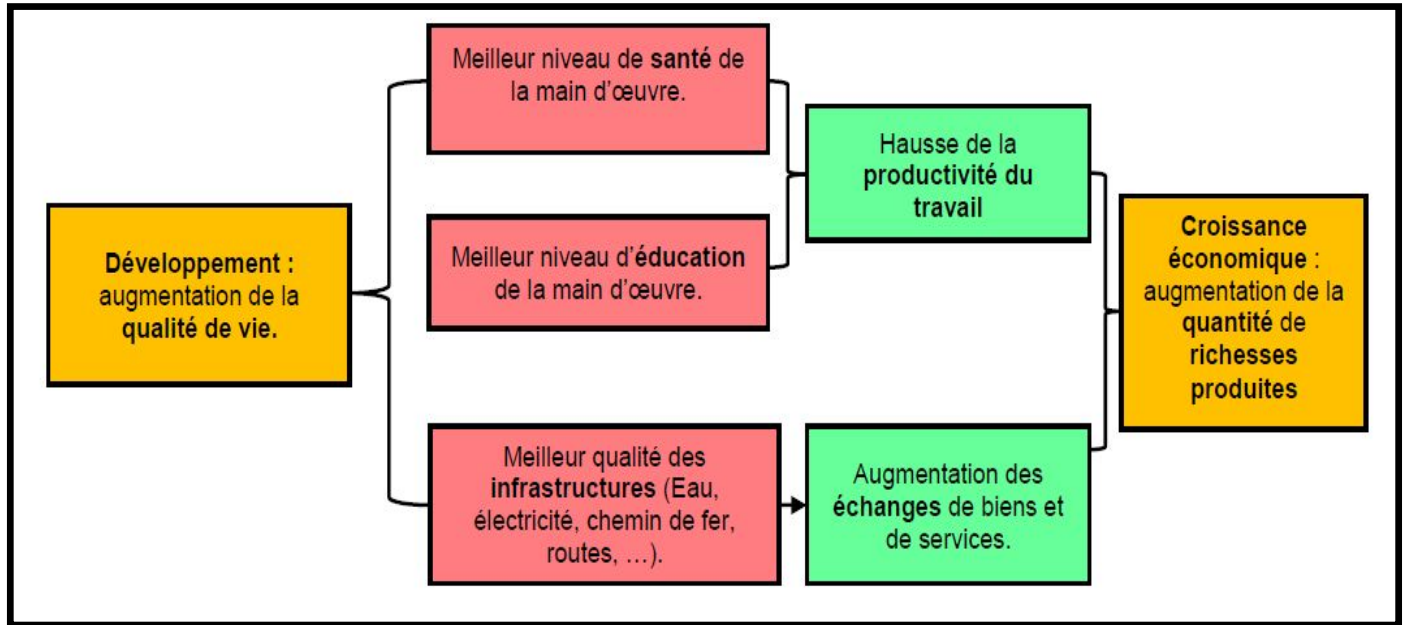
- **IDH (Indice de Développement Humain):** Indice publié par les nations Unis pour mesurer le développement social et culturel des pays du monde. Il est composé de :
 - L'espérance de vie à la naissance ;
 - La scolarisation (taux d'alphabétisation) ;
 - Le PIB par habitant.
- **IPH (Indice de Pauvreté Humaine) :** il est fondé sur trois éléments : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et les conditions de vie, mesurées à partir de trois variables : l'accès au service de santé, l'accès à l'eau potable et la part des enfants de moins de 15 ans victimes de malnutrition.

1-2-2-3 Relation croissance et développement

➤ La croissance doit pouvoir conduire au développement :



- Le développement permet à la croissance de se prolonger :



1-2-2-4 : Le développement durable

Le **développement durable** correspond au développement qui répond aux besoins présents d'un pays sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins. Autrement dit, c'est un développement qui assure à la fois la satisfaction des besoins humains des générations actuelles et celles des générations futures.

1-3-3 Notion de sous-développement

1-3-3-1 Notion de sous-développement

« État d'un pays caractérisé par la **médiocrité du niveau de vie moyen** (traduit notamment par une faible consommation alimentaire, à laquelle s'ajoutent des problèmes de **malnutrition et de famine**, une **faible espérance de vie**, un taux encore élevé d'**analphabétisme**), auquel on peut fréquemment associer une **forte croissance de la population**, une répartition particulière des divers secteurs de l'économie (secteur rural très important) et une composition spécifique de la balance commerciale. »

Le concept naît au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il émerge à ce moment car après la guerre, l'Occident se rend compte de l'immense misère de plus de deux tiers de l'Humanité. Les pays riches rêvent, ou du moins affichent l'ambition de faire sortir les pays sous-développés de cette misère. Aussi l'influence des pays du Nord est extrêmement forte sur les ex-pays colonisés.

1-3-3-2 Typologies et pluralité des situations de sous développement :

* **Le tiers-monde** est une expression utilisée par l'économiste et démographe français **Alfred Sauvy** au début des années 50 pour désigner les pays qui cherchaient une alternative politique et économique, une « troisième voie », face aux mondes capitaliste et socialiste. Ou encore le tiers-monde est constitué des pays indépendants, pauvres, ne voulant pas s'intégrer à l'un des deux blocs.

* **Pays en voie de développement (PVD)** : expression qualifiant la situation économique des pays qui connaissent un certain décollage économique.

* **Pays du Sud** : On appelle **pays du Sud** ou **le Sud** les pays les plus pauvres, qui sont généralement situés dans la partie sud des continents émergés. En particulier, l'immense majorité des pays les moins avancés sont situés en Afrique sub-saharienne.

* **Pays en développement** : expression utilisée par la banque mondiale pour désigner les pays dans lesquels le processus de développement est amorcé même si ces pays restent sous-développés si on les compare aux pays industrialisés.

* **Pays moins avancés** : ils regroupent les pays les plus défavorisés de la planète pour lesquels des mesures particulières doivent être prises. Ils se caractérisent par un faible niveau de revenu par habitant, un taux d'alphabétisation inférieur à 20 %, un très faible poids du secteur industriel et des perspectives de développement très limitées.

* **Les Nouveaux Pays Industrialisés (NPI)** : ils regroupent les quatre dragons de l'Asie : Corée du Sud, Taiwan, Singapour et Hong Kong, ainsi que certains pays de l'Amérique latine : Mexique, Brésil et Argentine. Ces pays se caractérisent par un rythme de croissance élevé, poids important de l'industrie dans le PIB, un degré d'ouverture sur l'extérieur élevé...

* **Pays émergents**: pays à taux de croissance économique élevé: Brésil, Russie, Inde et chine (BRIC).

1-2 Les indicateurs du sous- développement

Les critères ou les caractéristiques du sous-développement sont

1- Les critères économiques

- la faiblesse de la productivité et du taux d'investissement ;
- Le commerce des pays du tiers- monde est caractérisé par une spécialisation excessive. Ils exportent prioritairement des produits de base (énergie, matières premières, produits agricoles), intégrant peu de valeur ajoutée, et importent des biens industriels, ce qui déséquilibre massivement leur balance commerciale;
- La faiblesse des recettes tirées de l'exportation leur impose un surendettement qui pénalise le financement de la croissance ;
- Le dualisme économique (coexistence d'activités "modernes" et "traditionnelles" sans que les premières entraînent les secondes) ;
- l'importance de l'économie informelle (économie souterraine et domestique) ;
- La part importante des actifs employés dans l'agriculture (malgré l'exode rural et la concentration urbaine) et les services (notamment publics);

2- Les critères humains

- la grande majorité des pays pauvres souffre encore du phénomène de surnatalité : problème de transition démographique ;
- Mortalité infantile élevée ;
- Espérance de vie faible.....

3- Critères sociaux

- La forte croissance démographique et une population jeune ;
- Le dualisme social (inégaie répartition des patrimoines et des revenus);
- Les problèmes urbains (infrastructures, eau, égouts, élimination des déchets, approvisionnement, logement, chômage, insécurité...) liés à la forte croissance de la taille des villes, du fait de l'exode rural ;
- L'urbanisation anarchique et la présence d'un secteur tertiaire parasite (petits métiers à faible valeur ajoutée)
- L'insuffisance de la couverture sanitaire (manque de personnel soignant, carence en services cliniques).
- La faiblesse des taux de scolarisation et d'alphabétisation ;
- Le chômage, le travail des enfants et la misère urbaine ;
- Régimes politiques souvent plus autoritaires que dans les pays industrialisés...

1-3- Les théories explicatives du sous- développement

1-3-1- Les facteurs internes

1-3-1-1 Les étapes de la croissance selon Rostow : Le développement est un retard de développement

- ✓ **1^{ère} étape : La société traditionnelle** : elle se caractérise par la prédominance de l'activité agricole et que perspectives de changement sont nulles. **Exemple** : les PMA
- ✓ **2^{ème} Etape : Conditions préalables au démarrage** : elle se caractérise par l'émergence de l'idée de changement ainsi que les conditions favorables au progrès. L'épargne et l'investissement augmentent.

Exemple : les pays en développement

- ✓ **3^{ème} étape : Le décollage ou « take off »** : elle se caractérise par un taux de croissance élevé avec un taux d'investissement de 5 à 10 % du PNB, la création d'industries motrices susceptibles d'entraîner l'apparition d'industries d'amont et d'aval et la mise en place rapide d'un appareil politique, social et institutionnel axé vers le développement afin que « le taux de croissance de l'économie puisse, par la suite, rester constant ».
- ✓ **4^{ème} étape : Le progrès vers la maturité** : C'est une période de progrès soutenu au cours de laquelle la croissance gagne l'ensemble des secteurs de l'économie et on assiste à une mise en oeuvre plus générale des techniques modernes. Elle se caractérise par :
 - un nouvel accroissement du taux d'investissement qui passe de 10 à 20 pour cent du revenu national.
 - une diversification de la production: "l'économie prouve qu'elle est en mesure d'aller au-delà des industries qui l'ont fait démarrer à l'origine", par l'apparition de nouveaux secteurs dominant dans l'industrie.
 - la structure de la population active se modifie (la main d'oeuvre devient plus urbaine) et on note un phénomène d'urbanisation croissant.
 - « la notion de dirigeant d'entreprise évolue également, et le gestionnaire, avec ses connaissances et sa vision plus large des choses prend de plus en plus d'importance.
- ✓ **5^{ème} étape : L'ère de la consommation de masse** : « La production de biens de consommation durables et les services deviennent progressivement les principaux secteurs de l'économie ». Les objectifs de la société évoluent vers la consommation et le bien-être. A ce stade, les Etats peuvent privilégier trois différentes politiques:
 - la recherche de la puissance et de l'influence extérieure,
 - la création d'un Etat providence,
 - l'élévation des niveaux de consommation « dépassant les besoins alimentaires, le logement et les vêtements nécessaires ».

1-3-1-2 Les critiques adressés au modèle de ROSTOW:

De nombreuses critiques ont été formulées à l'encontre du schéma de Rostow :

- Pour certains, ce schéma présente un caractère universel en ce sens qu'il s'applique indifféremment à toutes les sociétés sans tenir compte de leurs spécificités.
- Sur le plan historique, cette théorie apparaît déterministe car elle ignore que les pays actuellement sous-développés doivent faire face à des problèmes différents de ceux qu'ont eu à affronter les nations aujourd'hui industrialisées au cours de leur processus de développement.
- Il apparaît également que les limites entre les diverses étapes sont assez floues, certaines caractéristiques se retrouvant à l'intérieur de phases différentes.
- Enfin, la dernière étape, objectif du processus de développement est entièrement calquée sur la situation des USA au cours de la décennie soixante; est-ce le seul horizon possible du développement?

1-3-2 Les facteurs externes

1-3-2-1 L'Apport de A. Emmanuel : l'échange inégal

Emmanuel applique la théorie de l'exploitation de Marx aux échanges internationaux. Le commerce international serait un processus d'exploitation des pays pauvres par les pays riches. En effet, les exportations des **pays développés** à destination des pays en développement incorporent moins d'heures de travail que les importations en provenance de ces mêmes pays, du fait d'une productivité plus élevée. Cet échange inégal entraîne un transfert de valeur et un surprofit pour les firmes des nations développées. Ce surprofit est en partie versé aux salariés des pays riches, qui contribuent alors à l'exploitation.

Emmanuel s'est également intéressé aux effets des transferts de technologie sur les pays en développement. La dépendance de ces pays n'est pas une cause, mais une conséquence du sous-développement. L'indépendance de ces pays ne sera effective que lorsqu'ils disposeront des technologies des pays développés : les firmes internationales ont alors un rôle positif à jouer. Au contraire, un développement autocentré ne peut qu'accroître le sous-développement.

1-3-2-2 S. Amin : Les rapports centre -périphérie

Pour Samir Amin, le système économique mondial se fonde sur une opposition irréversible d'intérêts entre les pays développés (centre) et le tiers-monde (périphérie). La périphérie désigne donc, l'ensemble des pays en voie de développement, par opposition au centre, les pays industrialisés avancés.

1-3-3 L'approche de F. Perroux : le sous-développement correspond à un blocage de la croissance : explication du sous-développement par à la fois des facteurs internes et externes

Selon **François Perroux**, le sous-développement correspond à un « **blocage de croissance** » résultant de la domination des pays développés. Le sous-développement des uns serait la conséquence du développement des autres.

Le sous-développement se caractérise par un dualisme économique et social : une coupure, une fragmentation des structures économiques et sociales en deux groupes séparés (opposition entre un secteur moderne et un secteur traditionnel, dans l'agriculture comme dans l'industrie : opposition entre les villes et les campagnes).

1-4- Stratégies sectorielles de développement

1-4-1- Approche théorique

1-4-1-1 Stratégies d'industrialisation

Les différents modèles d'industrialisation :

Stratégie	Caractéristiques	Limites
Industrialisation par substitution aux importations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cette stratégie a pour objectif de promouvoir une industrie nationale qui puisse satisfaire les besoins préalablement satisfaits par des importations. ▪ L'Etat finance les investissements d'infrastructure et assure la protection du marché intérieur. ▪ Une fois le marché intérieur satisfait, les pays doivent choisir entre : s'orienter vers l'exportation, soit mener le même processus dans le reste du système industriel. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La protection élevée et permanente a contribué à maintenir des coûts de production élevés, une productivité faible, et à réduire toute concurrence. ✓ La remontée vers l'amont d'une filière est rendue délicate en raison du coût des techniques à acquérir.
Industrialisation par industries industrialisantes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Certaines industries sont susceptibles d'assurer la propagation du processus d'industrialisation à l'ensemble de l'économie. ▪ Ces industries sont les industries de base : chimie, sidérurgie, mécanique... ▪ L'Etat est le principal acteur de cette stratégie du fait de l'importance et du coût des investissements dans ces branches. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les investissements dans ces industries entraînent une dépendance technique et financière vis-à-vis de l'étranger. ✓ Les coûts de production sont très élevés en raison de la taille réduite des marchés intérieurs. ✓ L'effort consacré entraîne parfois le sacrifice d'autres activités telles que l'agriculture ou le développement d'industries légères.
Industrialisation par promotion des exportations Ou Industries par Substitution aux Exportations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'objectif est de remplacer les exportations de produits primaires par l'exportation de produits plus élaborés. ▪ L'Etat doit aider à la réalisation de cette stratégie par une politique de subvention à l'exportation. ▪ Les firmes multinationales peuvent fournir le capital et les marchés permettant d'écouler la production 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le pays doit être en mesure de posséder un avantage comparatif dans un créneau particulier. ✓ La pratique de la DIT risque de marginaliser les entreprises de ces secteurs à un rôle de sous-traitance. ✓ Le transfert des ressources à l'étranger est contestable lorsque les besoins internes ne sont pas satisfaits.

1-4-1-2- Stratégies agricoles

➤ La réforme agraire

La réforme agraire est un processus de redistribution ou de déconcentration de la terre. Des réformes agraires ont eu lieu dans de nombreux pays au monde - la révolution française a été suivie d'une réforme agraire. Au-delà d'une redistribution de la terre, c'est la démocratisation du moyen de production qu'est la terre qui est en jeu. Le Brésil est le deuxième pays au monde pour la concentration des terres, après le Paraguay où de nombreux grands propriétaires sont brésiliens.

➤ Les objectifs de la réforme agraire

- Donner un accès plus équitable à la terre en réduisant la concentration foncière pour réduire la pauvreté et le nombre de sans terre,
- Promouvoir la justice sociale en donnant des droits de propriété au plus grand nombre,
- Promouvoir le développement rural en favorisant l'agriculture familiale.

Pour corriger les inégalités foncières deux visions s'opposent :

- **D'un côté**, la version libérale défend l'idée qu'il faut utiliser les mécanismes du marché pour opérer une redistribution foncière. Il s'agit, à terme, de faire en sorte que les grosses exploitations soient mieux armées pour répondre aux exigences d'une économie mondialisée.
- **D'un autre côté**, les organisations paysannes ou de la société civile défendent la nécessité de fournir des terres aux petits paysans en s'appuyant sur le concept de souveraineté alimentaire.

Redistribuer la terre

Pour que la question de la terre figure aujourd'hui sur l'agenda politique des gouvernements, plusieurs conditions semblent nécessaires.

L'histoire montre que la réussite des réformes dépend de la capacité des paysans à se structurer en organisations indépendantes (comme le MST au Brésil ou les organisations paysannes en Afrique de l'ouest) pour représenter l'ensemble du monde rural (petits propriétaires, ouvriers agricoles, paysans sans-terre, coopératives, etc.). Ces organisations paysannes doivent avoir aussi la capacité de nouer des alliances avec les organisations et les partis qui agissent au niveau national, pour que la réforme agraire soit considérée comme un élément clé d'une politique de lutte contre la pauvreté et de justice sociale (expériences de la Corée, de Taiwan ou du Kerala (Inde)).

- **La révolution verte** est l'adoption à une vaste échelle de techniques agricoles adaptées aux conditions locales ; ces techniques reposent sur le principe de l'accroissement des rendements.

➤ **Les modalités de la révolution verte :**

- Transformation radicale des méthodes de cultures elles-mêmes en vue d'améliorer le rendement agricole ;
- La révolution verte s'appuie sur le processus technologiques nouveaux : introduction de variétés à haut rendement, utilisation d'engrais, irrigation....

1-4-2 Les choix sectoriels de l'économie marocaine

1- La stratégie agricole : Plan vert

- Le projet cible la mise en valeur de l'ensemble du potentiel territorial. Dans l'objectif de rompre avec l'image simpliste d'une agriculture duale opposant deux secteurs, l'un moderne et l'autre traditionnel et vivrier, le plan s'articule sur deux axes :

- **Le pilier I** vise le développement accéléré d'une agriculture moderne, à haute valeur ajoutée, compétitive et adaptée aux règles du marché. A ce niveau, 7 programmes filières sont prévus.
- **Le pilier II** cible la mise à niveau des acteurs fragiles via l'amélioration du revenu agricole. D'où l'adoption d'un modèle novateur: **l'agrégation**. Ce concept permet de dépasser les contraintes liées au morcellement des exploitations tout en assurant aux agrégés l'accès aux techniques modernes de production, aux financements ainsi qu'aux marchés d'exportation. Il repose sur la mobilisation d'une nouvelle vague d'investissements autour de nouveaux acteurs à forte capacité managériale. Le modèle s'appuie aussi sur la mutualisation des moyens autour de groupements professionnels et d'intérêts économiques privés.

- L'autre volet des actions transversales a trait à la refonte du cadre sectoriel. A commencer par l'accélération de la mise en gestion privée des terres domaniales et collectives. La révision de la politique de l'eau en termes de tarification et d'externalisation de la gestion est considérée aussi comme action prioritaire. Se rangent également parmi les mesures d'accompagnement, la modernisation des circuits de distribution et l'amélioration de l'accès aux abattoirs et marchés de gros.

	Un objectif économique	Un objectif social	Des outils
Près de 150 milliards de DH d'investissement d'ici 2020 et une valeur ajoutée appelée à être multipliée par 2,5.	développer une agriculture intensive et moderne.	Moderniser la petite agriculture et améliorer les revenus des petits fellahs.	Agrégation, développement d'infrastructure, formation, assistance technique.

2- La stratégie industrielle : Emergence industrielle

Elle se décline en deux grands axes :

- Il s'agit d'un nouveau positionnement et un renforcement de l'existant. La première tranche parle du développement de l'offshoring et des maquiladoras. En termes plus courants, il s'agit de la délocalisation (back office des banques, assurances et systèmes d'informatique), pour le premier positionnement, et du développement de grandes zones industrielles, pour le second.
- La transformation de petites expériences en méga zones industrielles, le cabinet McKinsey vise, entre autres, les industries de câblage et de l'électronique industrielle implantées au nord du pays.

Les autres recommandations concernent les secteurs traditionnels : le textile, l'agroalimentaire et la valorisation des produits de la mer .

Emplois	Création de 220 000 emplois à l'horizon 2015
PIB	Augmentation du PIB industriel de 50 Milliards de Dirhams additionnels
Exportations	Génération d'un volume supplémentaire d'exportations de 95 milliards de Dirhams
Investissements	50 milliards de Dirhams d'investissements privés dans l'activité industrielle

Pacte National pour l'Emergence Industrielle, contrat programme 2009-2015, ministère du commerce et de l'industrie

3- Les secteurs concernés par le plan « Emergence » : Métiers mondiaux du Maroc**➤ L'Offshoring**

Le secteur de l'Offshoring est sur une dynamique très positive à l'international, avec un développement très soutenu d'environ 25% par an. Les perspectives de développement du secteur sont donc favorables au Maroc avec des potentiels reconfirmés autour de 100.000 emplois à 2015 et un chiffre d'affaires sectoriel prévisionnel de plus de 20 milliards de Dirhams, soit une création d'environ 70 000 emplois et une croissance de 13 milliards de Dirhams du PIB sur la période 2009-2015.

➤ Automobile

Le secteur de l'automobile a connu sur les 5 dernières années un fort développement au Maroc sur les deux fronts équipementiers et constructeurs. Il présente des opportunités de développement encore plus importantes pour la prochaine décennie. L'impact estimé de ces potentiels se chiffre à près de 12 milliards de Dirhams de PIB additionnels et se traduirait par la création d'environ 70'000 nouveaux emplois dans l'ensemble du secteur Automobile à l'horizon 2015.

➤ Aéronautique et Spécial

Le nombre d'implantations s'est fortement accru ces dernières années avec des investissements cumulés depuis 2002 de 2,7 milliards de Dirhams. Le secteur compte aujourd'hui plus de 60 entreprises (près de 70% ayant moins de 5 ans d'existence). Celles-ci ont réalisé, au titre de l'exercice 2008, un chiffre d'affaires de 6,6 milliards de Dirhams, avec un effectif de plus de 7.000 emplois et des métiers intégrant de plus en plus de valeur ajoutée.

Le potentiel estimé de développement du secteur au Maroc se chiffre à environ 4 milliards de Dirhams de PIB additionnels et se traduirait par la création d'environ 15.000 nouveaux emplois directs à horizon 2015.

➤ Electronique

On assiste à l'apparition d'une nouvelle génération de sous-traitants plus intégrés (sous-traitants chargés de la conception, de l'industrialisation et de l'achat des matières premières et composants) qui externalisent une partie de leurs opérations.

Le potentiel de croissance du secteur Electronique pour le Maroc est estimé à ~2.5 milliards de Dirhams de PIB additionnels et se traduirait par la création d'environ 9.000 nouveaux emplois directs à l'horizon 2015.

➤ Textile et cuir

.....Ainsi, et en particulier dans une conjoncture internationale en pleine mutation, les Parties s'accordent sur la nécessité de mettre en place un programme volontariste pour le secteur Textile et Cuir, lui permettant de réaliser pleinement son potentiel.

L'impact du programme est double : Il s'agit d'une part de pérenniser avant tout et de stabiliser le tissu actuel estimé à 200.000 emplois et 9,6 milliards de PIB, sur un marché international très concurrentiel, d'autre part, d'explorer le potentiel de croissance supplémentaire estimé à 1 milliard de Dirhams de PIB et la création d'environ 32.000 nouveaux emplois directs à l'horizon 2015.

➤ Agroalimentaire

La filière agroalimentaire représente un secteur industriel primordial (environ 35 % du PIB industriel et 15 à 20 % des entreprises industrielles, des emplois formels et des exports de produits transformés). On constate néanmoins actuellement une stagnation globale des secteurs à tous les niveaux, du fait notamment d'un tissu d'acteurs fragile et peu compétitif.

Le Maroc se doit aujourd'hui de soutenir cette filière de façon volontariste, afin de profiter de ses fondamentaux exceptionnels (ex., coûts de main d'œuvre, matières premières agricoles, tradition culinaire et industrielle, position logistique) pour relancer sa croissance, favoriser l'investissement et le renforcement du tissu des entreprises, et créer des emplois. Pour cela, il convient de bâtir sur les opportunités majeures nées i) des initiatives stratégiques nationales (notamment le lancement du Plan Maroc Vert donnant un nouveau souffle au secteur par la relance de l'amont), ii) d'une demande intérieure en forte croissance et iii) d'un marché international fortement demandeur des produits du « panier méditerranéen ». L'impact estimé se chiffre à 10 milliards de Dirhams de PIB additionnels et se traduirait par la création d'environ 24.000 nouveaux emplois directs à l'horizon 2015.

Pacte National pour l'Emergence Industrielle, contrat programme 2009-2015, ministère du commerce et de l'industrie